

La responsabilité anglo-saxonne à Beslan



Chacun tire ses conclusions du massacre de Beslan. Pour les néo-conservateurs, la Russie ne peut échapper au choc des civilisations. Pour la presse occidentale, Poutine, après avoir écrasé la Tchétchénie, tue ses propres enfants. Mais pour les Russes, cette prise d'otages est le dernier coup fourré des Anglo-saxons pour faire éclater la Fédération de Russie, une provocation de trop qui relance les conflits périphériques de la Guerre froide.

page 2

Le nouveau prétexte de Washington

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

La sous-secrétaire d'État Paula J. Dobriansky met en garde les États qui trafiquent les êtres humains et annonce que ce grief pourrait être un motif de guerre plus populaire que les désormais suspectes armes de destruction massive. Elle explique donc qu'une vaste enquête du département d'État a permis de désigner les ennemis du genre humain : les États communistes de Corée du Nord et de Cuba, les cibles pétrolières de la Guinée équatoriale, du Soudan et du Venezuela.

page 8

REPÈRE : 27 SEPTEMBRE 1816

Le général Jackson élimine « un handicap commercial »

En 1816, la Floride fait encore partie du royaume d'Espagne qui n'y entretient que quelques ports et fortins sur la côte. À l'intérieur des terres, les Indiens séminoles vivent paisiblement dans leurs villages aux cotés d'esclaves marrons qui ont fui les plantations du Sud. Quand, suite à une révolte, près de 500 esclaves vont se réfugier chez les Séminoles, le général Jackson est chargé d'aller les rechercher. Il en profite pour occuper et piller les villes espagnoles sur son passage. Il s'approprie personnellement toutes les terres conquises. Lorsqu'en 1821, l'Espagne vend la Floride aux USA, c'est Jackson qui en devient le gouverneur et le plus gros propriétaire foncier. Voulant vendre des terrains aux colons et jugeant que les 12.000 Séminoles et Marrons constituent un « handicap commercial », Jackson lance une guerre d'extermination : villages bombardés, populations mitraillées, enfants égorgés... Plus de 7 000 civils désarmés seront assassinés. Même Jackson se félicite : « C'est trop facile, ils n'ont pas d'armes ». Les survivants iront se cacher dans les marais où leurs descendants vivent encore à ce jour. ■



CLASH DES CIVILISATIONS : QUAND AZNAR ET RAFFARIN PRÊCHENT LA HAINE ET L'IGNORANCE

Emboîtant le pas aux déclarations de Silvio Berlusconi, en septembre 2001, sur la « supériorité de la civilisation occidentale », deux autres figures de la droite européenne viennent de s'approprier coup sur coup le discours de leurs extrêmes. Lors de sa leçon inaugurale à l'université de Georgetown où il est professeur invité, l'ancien Premier ministre espagnol José Maria Aznar s'est ainsi référé au début de la *reconquista* pour expliquer les attentats du 11 mars dernier à Madrid : « Le problème d'Al Qaïda avec l'Espagne a commencé il y a mille trois cent ans, au début du VIII^e siècle, quand l'Espagne refusa d'être une partie supplémentaire du monde islamique après avoir été conquise par les Maures. ». Les musulmans seraient donc des ennemis héréditaires que l'on avait oubliés.

De son côté, l'actuel Premier ministre français Jean-Pierre Raffarin s'est fendu dans le *Wall Street Journal* d'une déclaration qui pose la question de l'intégration de la Turquie dans l'Union européenne en termes de préjugés religieux : « Est-ce que nous voulons que la rivière de l'islam se jette dans le lit de la laïcité ? ». Or la Turquie est un État laïc dirigé par un parti démocrate-musulman, qui ne remet pas plus en cause la laïcité que les démocrates-chrétiens français de M. Bayrou. ■

La responsabilité anglo-saxonne à Beslan

Chacun tire ses conclusions du massacre de Beslan. Pour les néo-conservateurs, la Russie ne peut échapper au choc des civilisations. Pour la presse occidentale, Poutine, après avoir écrasé la Tchétchénie, tue ses propres enfants. Mais pour les Russes, cette prise d'otages est le dernier coup fourré des Anglo-saxons pour faire éclater la Fédération de Russie, une provocation de trop qui relance les conflits périphériques de la Guerre froide.



Troupes russes évacuant des enfants ossètes lors du massacre de l'école de Beslan perpétré par des terroristes tchétchènes (photo Itar-Tass)

La comparaison est inévitable. À quelques jours du troisième anniversaire des attentats du 11 septembre 2001 à New York et Washington, la Fédération de Russie a fait face à son « 3 septembre », une méga-attaque planifiée pour provoquer une terreur maximale, non seulement dans le pays, mais partout dans le monde. À l'instar des attentats de 2001, il est fondamental que la dynamique de ce que l'on nomme le « *terrorisme international* » soit appréhendée dans son contexte propre : l'islamisme radical.

En réalité nous assistons à un vaste remaniement stratégique global, dans lequel le contrôle et la domination de la région du Caucase, de l'Asie Centrale et de ses réserves énergétiques joue un rôle fondamental entre les parties prenantes à l'échiquier géopolitique au sein duquel le terrorisme est rarement un facteur indépendant.

Le « Grand jeu »

Dans le livre collectif *Terreur contre l'État national* [1], les objectifs des attentats du 11 septembre sont ainsi décrits :

« L'opération a deux objectifs immédiats. Le premier serait de produire une espèce "d'effet Pearl Harbor", créant ainsi les conditions préalables à la justification d'une opération géopolitique à grande échelle, au Moyen-Orient et en Asie Centrale où l'Afghanistan occupe une position stratégique. Le principe de base serait de provoquer un "choc de civilisations" [2], tel qu'il est défini par les idéologues de l'establishment, et dont Zbigniew Brzezinski et Henry Kissinger sont les promoteurs. Dans cette perspective, il se produirait une réaction en chaîne de l'Occident contre le monde musulman. En réalité ce serait une tentative de réédition du "Grand Jeu", mis en œuvre par l'Empire britannique au XIXe siècle, pour disputer à la Russie la domination de l'Asie Centrale, avec toujours l'Afghanistan en position centrale sur le plan stratégique.

Deuxièmement, les attaques fourniraient le prétexte pour l'établissement d'un régime de "gestion de crise" au plus haut niveau du gouvernement de Washington, dans lequel des restrictions aux droits civils seraient appliquées, lesquelles pourraient ainsi s'étendre pour dessiner les contours d'une authentique dictature, et qui serait acceptée par une population dans un état de panique induit ».

L'escalade d'actes terroristes qui a eu lieu dans la Fédération de Russie ces dernières semaines, dont les atrocités de Beslan en Ossétie du Nord, sont le point culminant, est à replacer dans le contexte des actions de Vladimir V. Poutine, non seulement pour rétablir le contrôle de l'État russe sur les ressources stratégiques de son pays, mais aussi son influence sur les pays de l'ex-l'URSS, comme composante d'une stratégie pour positionner la Russie en pivot d'un vaste axe de coopération euro-asiatique.

Parmi les initiatives de Poutine qui ont provoqué la réprobation de l'Occident se distingue son offensive contre les « oligarques », illustrée par l'action judiciaire contre le patron de l'entreprise pétrolière Yukos, Mikhail Khodorkovsky [3]

Dans le journal du ministère russe de la Défense, *Krasnaya Zvezda*, Mikhail Alexandrov, un expert de l'institut CIS de Moscou, explique : « *La situation en Ossétie du Nord doit être appréhendée dans le contexte de la bataille croissante pour le contrôle de la Transcaucasie entre la Russie et les puissances anglo-saxonnes. Les Anglo-saxons prétendent expulser la Russie de la Transcaucasie et ont besoin pour cela de déstabiliser le nord du Caucase et la Russie en général.* »

Désormais astreint à la retenue en sa qualité de chef d'État, Vladimir V. Poutine n'en a pas moins pointé dans la même direction. Lors de sa visite à l'hôpital de Beslan, le samedi 4 au matin, il a souligné « *qu'un des objectifs des attaques terroristes était de semer la discorde entre les nationalités et de faire exploser le nord du Caucase* ».

Dans un communiqué à la nation, il a affirmé postérieurement : « *Ce qui est arrivé, est un crime terroriste inhumain et inhabituellement cruel. Ce n'est pas un défi au président, au Parlement ou au Gouvernement. C'est un défi à toute la Russie. À tout notre peuple (...) Désormais nous n'avons plus à faire face à des actes individuels d'intimidation au moyen d'actes terroristes isolés, mais à une invasion directe de la Russie par le terrorisme international* ».

Les méthodes de déstabilisation

La déstabilisation de la Russie par la manipulation de tensions politiques au sein des populations musulmanes des républiques de la Fédération, des pays du Caucase et d'Asie Centrale, est au programme des cercles hégémoniques de l'axe Londres-Washington-Canberra depuis l'époque de l'administration Carter. Sous l'inspiration du conseiller à la Sécurité nationale, Zbigniew Brzezinski, et de l'orientaliste britannique Bernard Lewis (inventeur du célèbre « arc de crise »), les services secrets anglo-saxons ont alors manipulé les événements qui ont déclenché l'invasion soviétique de l'Afghanistan et le djihad entre 1979 et 1989.

Rappelons que Bernard Lewis fut formé par Alexander Benningsen, professeur à la Sorbonne, qui prophétisait la destruction de l'URSS par les Tchétchènes ; une théorie qui fut reprise et modifiée par Hélène Carrère d'Encausse, qui imaginait plutôt une pression démographique qu'un conflit de cette nature.

Il est bon de rappeler que l'Afghanistan a été le « *terrain d'entraînement* » des réseaux de moujahidines, organisés, financés, formés et entretenus par les services secrets états-unis et britanniques, saoudiens et pakistanais, et d'où proviennent en grande partie les « *terroristes islamistes* » que l'on désigne aujourd'hui sous le label générique d'Al-Qaïda.

Le projet hégémonique des néo-conservateurs majoritaires au sein de l'administration George W Bush et de leurs alliés britanniques et australiens n'est en fait qu'une actualisation de ces plans, comme cela apparaît dans le manifeste du Projet pour un nouveau siècle américain (PNAC) [4], *Reconstruire les défenses de l'Amérique : stratégies, forces et ressources pour un nouveau siècle* [5].

Brzezinski lui-même a publié en 1997 une actualisation de ses idées dans son livre *Le Grand échiquier : la suprématie américaine et ses impératifs géo-stratégiques* [6] dans lequel il affirme que l'intérêt premier des USA comme première puissance véritablement globale, est « *de s'assurer qu'aucune puissance rivale n'arrive à contrôler l'Eurasie* ».

Les événements en Russie et dans leur proche environnement laissent présager une seconde phase autrement plus dangereuse, d'une stratégie de neutralisation

du pays comme acteur global dans la période post-URSS, où on ne peut écarter la perspective d'un conflit généralisé. Cela dépendra, dans une grande mesure, de la réaction de Poutine et de son entourage, mais aussi selon *Le Grand échiquier*, de la compréhension de cette réalité par les autres pays.

Dans un entretien avec *Reseña Estratégica* (Brésil), un expert de Washington a livré les commentaires suivants, sur les récentes attaques terroristes en Russie : « *Il me semble que l'on peut affirmer avec certitude qu'il y a des éléments extérieurs impliqués dans l'attentat terroriste en Ossétie du Nord, dont les objectifs sont les suivants :*

1) Provoquer la Russie pour qu'elle mène à bien des actions agressives contre les terroristes, tant sur le terrain militaire que diplomatique, ce qui affaiblira son alliance fragile avec l'Allemagne et la France, tout en favorisant une réconciliation avec les États-Unis et Israël. _ 2) Préparer le terrain pour des actions terroristes ultérieures contre la Russie, si Moscou nie cette menace et offre simultanées.

3) Restaurer l'alliance "atlantiste" contre la Russie, en manipulant la réaction européenne aux actions russes contre le terrorisme.

L'objectif global étant d'affaiblir tant l'Europe que la Russie, en les opposant l'une à l'autre, et en réduisant leur capacité à coordonner une résistance effective aux opérations états-uniennes et britanniques au Moyen-Orient et ailleurs ».

En définitive, Vladimir Poutine a mis les points sur les « i ». L'Occident tient un double langage lorsqu'il demande au Kremlin de négocier avec le soi-disant gouvernement en exil d'Ashlan Maskhadov. « *Pourquoi ne rencontrez-vous pas Oussama ben Laden, ne l'invitez-vous pas à Bruxelles ou à la Maison-Blanche pour engager des pourparlers, pour lui demander ce qu'il veut et pour le lui donner afin qu'il vous laisse en paix ?* », a-t-il déclaré sans ambages [7].

Certains secteurs en Russie voient aussi cela comme une bonne occasion de reconstruire leurs capacités militaires et stratégiques, de mobiliser la population et de contrer l'offensive de propagande médiatique contre le pays. Évidemment, on ne peut écarter le fait que ces secteurs ont soutenu, ou au moins n'ont pas entravé les plans des terroristes. Il y a des individus - essentiellement liés aux oligarques – en Russie qui peuvent coopérer avec des éléments extérieurs dans une entreprise destinée à affaiblir la Russie.

L'ingérence anglo-saxonne

Relevons quelques points :

► La Lituanie accepte sur son territoire le Kavkaz Center d'où a été diffusé le communiqué de Bassaïev revendiquant le carnage de Beslan. Or, la même Lituanie a fait demander à la Russie, par le chancelier néerlandais Bernard Bot en sa qualité de président tournant du Conseil européen, de fournir des explications sur le dénouement tragique de l'assaut de Beslan, comme si c'était Poutine et non Bassaïev qui était responsable du massacre. Vilnius joue ainsi un double jeu pour déstabiliser Moscou et perturber les relations euro-russes.

► Chamil Basaïev était présenté, en 1991, comme un agent de la CIA lorsqu'il

participa aux côtés de Boris Eltsine aux événements de Moscou. Il reçut une formation en Afghanistan délivrée par la CIA.

- ▶ Le soi-disant gouvernement en exil de la République de Tchétchénie est installé à Londres (où son président Ashlan Maskhadov et son porte-parole, Akhmad Zakayev, jouissent de l'asile politique) et à Washington (où son ministre des Affaires étrangères Ilyas Akhmadov jouit également de l'asile politique).
- ▶ Le financement du soi-disant gouvernement tchétchène en exil est assuré par le Comité américain pour la paix en Tchétchénie. Il est co-présidé par le théoricien du système, Zbigniew Brzezinski, et par son praticien, Alexander Haig Jr. Il est hébergé par une officine de la CIA, Freedom House [8].
- ▶ Les néo-conservateurs, Daniel Pipes [9] en tête, et les think tanks impérialistes comme le Foreign Policy Research Institute (dont Haig est un des principaux animateurs) [10] se sont empressés de saluer la fermeté du Kremlin, espérant entraîner la Russie dans leur logique de guerre des civilisations. Ils ont condamné le *New York Times* pour avoir qualifié les Tchétchènes de résistants plutôt que de terroristes. Mais ils ne sont pas plus arrivés à leurs fins qu'avec l'Espagne au lendemain du 11 mars, car Vladimir Poutine leur a répondu : « *Il n'y a pas de lien entre la politique russe en Tchétchénie et la prise d'otages de Beslan (...) Certains cercles politiques à l'Ouest, nostalgiques de la Guerre froide, veulent affaiblir la Russie comme les Romains voulaient détruire Carthage* ».
- ▶ Simultanément, la presse dominante, contrôlée par ces mêmes néo-conservateurs, n'a cessé de présenter le pouvoir russe comme responsable des événements et Vladimir Poutine comme un apprenti Staline ou un nouveau Tsar, au choix. La pression était claire : contraindre Poutine à négocier avec le soi-disant gouvernement en exil à Londres, c'est-à-dire faire éclater la Fédération de Russie en échange du label de « démocrate », comme Eltsine avait accepté de dissoudre l'URSS pour gagner les faveurs de l'Occident, enrichir sa famille et ses amis.

Les deux guerres de Tchétchénie ont déjà produit des cortèges d'horreur. L'ingérence anglo-saxonne vise à prolonger ce drame en en rendant le Kremlin responsable. Cette politique criminelle risque de susciter des réponses de même nature de la Fédération de Russie dans les zones d'influence anglo-saxonne et d'engendrer une spirale de violence sur des théâtres périphériques, comme pendant la Guerre froide.

Marivilia Carrasco et la rédaction

Marivilia Carrasco est une analyste mexicaine sur les questions internationales. Directrice de Reseña Internacional, revue liée au Mouvement de solidarité ibéro-américain.

Reseña Estratégica est une revue réalisée par une équipe d'analystes du Mouvement de solidarité ibéro-américain (MSIa). Édition : Capax Dei Editora Ltda., Rua México, 31, s. 202, CEP 20031-144, Rio de Janeiro - Brésil, fax 55-21-2532-4086 ; e-mail :

[1] *Terror contra el estado nacional*

[2] « **La guerre des civilisations** » par Thierry Meyssan, *Voltaire*, 4 juin 2004.

[3] « **Bush, Khodorkovsky & Associates** », *Voltaire*, 13 novembre 2003.

[4] Le PNAC est une association créée par l'American Enterprise Institute pour rédiger le programme de George W. Bush et solliciter le financement de sa campagne électorale présidentielle. « **L'Institut américain de l'entreprise à la Maison-Blanche** », *Voltaire*, 21 juin 2004.

[5] *Rebuilding America's Defences : Strategies, Forces and Resources for a New Century*. **Téléchargement** (PDF : 852 Ko).

[6] *The Grand Chessboard : American Primacy and its Geostrategic Imperatives* par Zbigniew Brzezinski, Basic Books, 1997. Version française : *Le Grand échiquier, l'Amérique et le reste du monde*, Bayard éd., 1997.

[7] Cité par *The Guardian*, 7 septembre 2004.

[8] « **Freedom House : quand la liberté n'est qu'un slogan** », *Voltaire*, 7 septembre 2004.

[9] « **Daniel Pipes, expert de la haine** », *Voltaire*, 5 mai 2004.

[10] « **Le FPRI et Robert Strausz-Hupé** », *Voltaire*, 24 septembre 2004.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Le nouveau prétexte de Washington

Analyse

Eugene B. Rumer de la National Defense University dénonce dans le *Washington Post* l'ignorance de la presse occidentale à propos de la Russie. La même idée est développée par un gaulliste historique, Maurice Druon, dans *Le Figaro*. Les deux auteurs notent que Vladimir V. Poutine ne se bat pas contre la démocratie, mais au nom d'une démocratie forte contre le régime précédent - celui de Boris Eltsine- qui était profondément anti-démocratique. Au cours des dernières années, les élections furent truquées et des partis politiques interdits, l'économie fut privatisée sous l'influence de conseillers états-uniens et les richesses nationales accaparées par une poignée d'oligarques. Poutine se bat contre le chaos et a besoin d'aide, pas de sarcasmes.

Les prestigieux membres du Collegium international d'éthique publient dans *Libération* une lettre ouverte au prochain président des États-Unis. Le Collegium, créé à New York à l'initiative de Milan Kucan, président slovène, soutient un point de vue proche de celle de Bill Clinton : les attentats du 11 septembre auraient montré que la globalisation peut être aussi bien celle du terrorisme que de la prospérité. Aussi les signataires, parlant au nom des « citoyens du monde », formulent-ils quelques recommandations généreuses : instauration de la démocratie planétaire, valeurs communes, droits interdépendants etc. On retrouve là les idéaux du solidarisme de Léon Bourgeois (prix Nobel de la Paix, 1920), reformulés dans des termes contemporains. Cependant l'utopie du vieux radical est totalement subvertie par l'acceptation de la domination états-unienne. Dans cette démocratie mondiale, certains hommes sont plus égaux que d'autres : les États-uniens qui ont le droit de vote et leur niveau de vie, comme jadis les citoyens de Rome avaient leurs privilèges dans l'Empire. Il résulte de cette déchéance le triste

spectacle de responsables politiques devenus des valets du nouvel Empire et présentant leurs respects à leur prochain maître.

Noah Feldman, auteur principal de la Constitution irakienne, plaident dans le *New York Times* pour un report des élections en Irak, alors qu'Iyad Allaoui et Donald Rumsfeld viennent de se prononcer pour la tenue coûte que coûte du scrutin. Cette cacophonie s'explique par des objectifs différents. Feldman se préoccupe de donner de la légitimité au gouvernement irakien pour que celui-ci soit en mesure de restaurer l'ordre public. Allaoui, qui a été nommé par les forces d'occupation, n'est pas pressé d'être chassé par les Irakiens et pense pouvoir maîtriser un scrutin partiel comme celui qui a conduit Karzaï au pouvoir à Kaboul avec 2% des électeurs. Rumsfeld, quant à lui, se préoccupe uniquement des apparences pour la communauté internationale, il lui faut donc un scrutin même factice.

La sous-secrétaire d'État Paula J. Dobriansky met en garde dans le *Washington Times* les États qui trafiquent les êtres humains. L'ex vice-présidente de la NED/ CIA et de la Freedom House annonce que ce grief pourrait être un motif de guerre plus populaire que les désormais suspectes armes de destruction massive. Elle explique donc qu'une vaste enquête du département d'État a permis de désigner les ennemis du genre humain : les États communistes de Corée du Nord et de Cuba, les cibles pétrolières de la Guinée équatoriale, du Soudan et du Venezuela. La ficelle est grosse, mais la précédente était usée.

L'ayatollah Jalal Ganjeï des Moudjahidines du peuple appelle les lecteurs du *Washington Times* à agir contre son pays, l'Iran. Fidèle à la stratégie du pire qui lui fit soutenir l'attaque de son pays par l'Irak, il souhaite aujourd'hui le voir souffrir pour son bien sous les coups états-uniens.

À l'inverse, le professeur Hadi Semati de la Carnegie Endowment assure dans le *Los Angeles Times* que l'exemple irakien a vacciné définitivement les Iraniens qui s'interrogeaient sur une intervention US pour changer le régime de Téhéran. Désormais, le peuple fait bloc et retrouve le souvenir du renversement de Mossadegh. Il veut un changement, mais uniquement de l'intérieur. Washington devrait donc adapter sa politique à cette nouvelle réalité.

Réseau Voltaire

Eugene B. Rumer

Ancien responsable pour les pays de l'ex-URSS au National Security Council, Eugene B. Rumer est chercheur à l'Institute for National Strategic Studies de la National Defense University

« Pas une nouvelle Union soviétique »

Source : Washington Post

Référence : « Not Another Soviet Union », par Eugene B. Rumer, *Washington Post*, 24 septembre 2004.

De plus en plus, l'image fautive d'une Russie venant grossir les rangs des dictatures et d'un **Vladimir Poutine** en exécutif de la démocratie russe se développe. Pourtant, le système auquel s'attaque le président russe n'est pas une démocratie et nous ferions mieux de l'aider au lieu de le brocarder. Nous devrions également regarder nos actions passées vis-à-vis de la Russie depuis la fin de l'ère soviétique.

La Russie n'a jamais été une démocratie comme l'atteste la confrontation sanglante entre Eltsine et le Parlement en 1993, sa réélection injuste en 1996 et l'élection truquée de 1999. La politique de Poutine visant à nommer plutôt qu'à faire élire les gouverneurs de province n'est pas non plus un coup porté contre la démocratie, mais contre des potentats locaux qui négociaient leur loyauté à l'État central contre le droit de régner librement sur leur fief. Les élections des gouverneurs étaient devenues le symbole de l'alliance de l'argent et de la politique, parfois du crime organisé et des « ressources administratives », un euphémisme pour désigner les abus de pouvoirs.

Les observateurs occidentaux considèrent que les années 90 en Russie ont été une période d'espoir et de démocratisation avec le développement de l'économie de marché. C'est l'époque où les conseillers occidentaux et les ONG financées par l'**USAID** assistaient les partis politiques et encourageaient les privatisations. Les souffrances des Russes n'étaient considérées que comme le prix nécessaire de la transition. Pour les Russes, l'ère Eltsine est celle du chaos tandis que Poutine incarne la restauration de l'ordre.

La Russie est en train de chercher sa route, il ne faut pas la traiter comme une nouvelle Union soviétique.

Maurice Druon



Figure de la résistance française à l'occupation nazie, ancien ministre français des Affaires culturelles (1973-1974) et ancien député (1978-1981), Maurice Druon est secrétaire perpétuel honoraire de l'Académie française

« Comprendre la Russie »

Source : Le Figaro

Référence : « Comprendre la Russie », par Maurice Druon, *Le Figaro*, 22 septembre 2004.

J'aimerais comprendre quelles sont les représentations de la Russie sur lesquelles se fondent la presse dans ses articles. Pourquoi à chaque drame, c'est le président russe et sa politique qu'on fustige ? Depuis quatre ans et demi, **Vladimir Poutine** s'efforce de sortir son pays du chaos économique et moral dans lequel l'échec du collectivisme, l'effondrement du régime totalitaire et la désagrégation de l'Union soviétique l'avaient plongé. Et il y a réussi, partiellement, même si la route est encore longue.

Poutine s'est attaqué, avec le soutien des Russes, à des oligarques qui s'étaient emparés, dans l'anarchie post-soviétique et par des procédés opaques, des possessions de l'État pour s'y tailler de fabuleuses fortunes qui devaient servir à saisir les leviers politiques. Pourtant, notre presse a dénoncé cette lutte comme une atteinte au libéralisme et aux Droits de l'homme. Notre presse annonce presque quotidiennement que la liberté d'expression des Russes est en danger en appuyant ses déclarations d'extraits de presse russe critiques vis-à-vis du gouvernement. Alors que la Russie fait face à une série d'attentats atroces dont l'abominable tragédie de **Beslan**, on se contente de rapporter les déclarations de ce monstrueux Chamyl Bassaïev, mais c'est Vladimir Poutine que l'on blâme parce qu'il a décidé que les gouverneurs de provinces seraient désormais désignés par le gouvernement, comme nos préfets en France.

Je crois que le problème c'est que la presse, atteinte d'une forme de rhumatisme mental, ne s'est pas séparée de la crainte de l'Empire soviétique. Dès que se manifeste à Moscou un peu de rigueur, certains croient voir se dresser l'ombre de Staline. C'est ce qu'on entend concernant la Tchétchénie. Pourtant, l'affaire de Tchétchénie ne date pas d'hier et ce n'est pas Poutine qui l'a déclenchée. Elle date de deux cent vingt ans, depuis que la Russie a voulu protéger ses frontières méridionales. Le feu s'est rallumé et il ne faut pas qu'il embrase toute la région. Dans de telles situations, les aides valent mieux que les conseils.

La démocratie n'est pas la même en France qu'en Suisse et elle ne peut pas être la même en Russie, territoire immense où se mêlent des populations diverses. La Russie ne reviendra pas à l'idéologie et aux structures communistes.

J'avancerais même qu'elle est désormais moins marxisée que ne le restent nos partis de gauche et nos syndicats de la fonction publique. Mais, par la nature des choses, elle aura l'obligation d'être une démocratie autoritaire. Il faut aider la Russie à être forte. Le continent a beaucoup plus besoin pour sa sécurité et sa prospérité, d'une association entre l'Union européenne et la Russie que de l'intégration d'une Turquie qui retourne à grands pas vers l'islamisme. Sachons voir où sont les vrais dangers, sachons voir aussi où sont les intérêts supérieurs.

Les membres du
Collegium international
éthique [1].

« Une responsabilité mondiale »

Source : Libération

Référence : « Une responsabilité mondiale », par les membres du Collegium international éthique, *Libération*, 24 septembre 2004.

Messieurs le président W. Bush et le sénateur **John Kerry**.

Le 2 novembre, l'un d'entre vous sera élu président des États-Unis et compte tenu de la puissance de votre pays, des milliards d'hommes et de femmes qui ne sont pas conviés à voter seront profondément affectés par le choix effectué par les électeurs américains. Nous, membres du Collegium international éthique, c'est en tant que citoyens de la planète, électeurs sans bulletin de vote, que nous vous adressons cette lettre pour vous rappeler que ans cette ère d'interdépendance, votre responsabilité ne s'exerce plus sur votre seul État. Du réchauffement planétaire au marché mondial, du crime internationalisé à la technologie, l'interdépendance est généralisée dans notre monde, mais c'est le terrorisme qui a mis au jour la fatale interdépendance qui caractérise notre vingt et unième siècle. Les abominables attaques du 11 septembre 2001 et celles qui ont suivi ont montré qu'aucune nation n'est plus apte à préserver, à elle seule, sa sécurité intérieure et sa souveraineté.

L'interdépendance nous oblige à mettre en place une architecture mondiale qui assure une pleine équité dans la répartition des ressources économiques, des bénéfices sociaux et du développement humain. Les États-Unis doivent reconnaître les besoins et principes fondamentaux que notre Collegium a mis au cœur de ses préoccupations :

- ▶ La nécessité que la démocratie s'instaure à l'échelle planétaire.
- ▶ La nécessité de reconnaître les biens publics de notre monde, et de les protéger comme patrimoine commun, qu'il s'agisse des biens immatériels comme l'accès aux connaissances, des technologies de l'information et de la communication, ou des ressources non renouvelables telles que l'eau potable et les énergies fossiles.
- ▶ La nécessité de formuler et d'établir des valeurs communes et interdépendantes.
- ▶ La nécessité d'affirmer que les libertés politiques sont inséparables de la définition de droits économiques, sociaux, et culturels dont la portée s'étend à travers les cultures et les générations.

Nous pensons vous avoir ainsi exprimé les préoccupations fondamentales des citoyens du monde qui devront vivre avec les conséquences du leadership américain sans avoir pu prendre part au vote. En tant que leaders de votre grande nation, vous êtes également porteurs d'espoir, capables d'utiliser le pouvoir que vous a conféré le peuple américain pour en faire profiter le genre humain tout entier. Les États-Unis ne trouveront pas la paix et la justice sans coopérer de manière multilatérale avec le reste du monde.

[1] Milan Kucan, ancien président de la Slovaquie, et Michel Rocard, ancien Premier ministre de la France, coprésidents du Collegium international. Andreas Van Agt, ancien Premier ministre des Pays-Bas ; Henri Atlan, bio-physicien et philosophe, France ; Lloyd Axworthy, président de l'université de Winnipeg, ancien ministre des Affaires étrangères,

Canada ; Fernando Henrique Cardoso, ancien président du Brésil ; Manuel Castells, sociologue, Espagne ; Mireille Delmas-Marty, professeur de droit, Collège de France ; Ruth Dreifuss, ancienne présidente de la Confédération helvétique ; Gareth Evans, président de l'ICG, ancien ministre des Affaires étrangères, Australie ; Malcolm Fraser, président de l'InterAction Council, ancien Premier ministre, Australie ; Bronislaw Geremek, ancien ministre des Affaires étrangères, Pologne ; Bacharuddin Jusuf Habibie, ancien président de l'Indonésie ; S.A.R. Hassan bin Tallal, Jordanie ; Vaclav Havel, ancien président de la République tchèque ; Stéphane Hessel, ambassadeur de France ; Alpha Oumar Konaré, ancien président du Mali ; Claudio Magris, écrivain, Italie ; Edgar Morin, philosophe, France ; Sadako Ogata, ancien Haut Commissaire pour les réfugiés aux Nations Unies, présidente de l'Agence de coopération internationale du Japon ; Jacques Robin, philosophe, fondateur de « Transversales », France ; Mary Robinson, ancien Haut Commissaire des Nations Unies pour les Droits de l'homme, ancienne présidente de l'Irlande ; Wolfgang Sachs, économiste, Allemagne ; Mohamed Sahnoun, ambassadeur de l'Algérie ; George Vassiliou, ancien président de la République de Chypre ; Richard von Weizsäcker, ancien président de la République fédérale d'Allemagne ; Huanming Yang, directeur et professeur, Institut du génome de Pékin, Chine

Noah Feldman



Noah Feldman est professeur de droit à la *New-York University of Law* et ancien conseiller constitutionnel de l'Autorité provisoire de la Coalition en Irak. Il est membre de la *New America Foundation*. Il est l'auteur de *After Jihad : America and the Struggle for Islamic Democracy*.

« L'Irak peut attendre pour la démocratie »

Source : New York Times

Référence : « Iraq Can Wait for Democracy », par Noah Feldman, *New York Times*, 24 septembre 2004.

Ali Sistani craint que les chiïtes soient insuffisamment représentés, si les élections ont lieu. Alors même que des responsables sunnites demandent à leurs fidèles de ne pas y participer. En fait, la situation n'est pas aussi désespérée qu'il y paraît.

Les déclarations de Sistani visent surtout à augmenter les chances de succès des chiïtes et il ne faut pas croire qu'un report des élections serait la fin du monde. En fait, ce qui est préoccupant, c'est surtout la position des sunnites. Il vaut mieux qu'il n'y ait pas d'élection plutôt qu'une élection sans eux. Sans les sunnites, il n'y aura pas de représentant de cette communauté pour négocier une constitution et elle sera illégitime. Le problème est le même si les élections n'ont lieu que dans certaines parties du pays pour des raisons de sécurité. Le seul moyen de mettre fin à l'insurrection sunnite est de mettre fin à leur ressentiment et si pour cela il faut prendre du temps et retarder les élections, alors ainsi soit-il !

Sistani, de son côté, craint un système électoral qui sous-représente les chiïtes. Comme il s'agit d'un scrutin par liste, il manœuvre pour que les chiïtes occupent les places éligibles. Toutefois, s'il le voulait, il serait facile pour lui de casser le processus électoral, mais il ne l'a pas fait. Son attitude montre que l'islam et la démocratie ne sont pas incompatibles. Contrairement à ce qu'ont dit **Iyad Allaoui** et **Donald Rumsfeld**, il faut que les élections aient lieu pour tous les Irakiens et qu'elles soient les plus justes possibles. Même si pour cela il faut prendre son temps.

Paula J. Dobriansky



Ancienne haut responsable du Council on Foreign Relations, vice présidente de la National Endowment for Democracy et du conseil d'administration de Freedom House, Paula J. Dobriansky est sous-secrétaire d'État états-unien aux affaires globales.

« Garder la pression »

Source : Washington Times

Référence : « Keep the pressure on », par Paula J. Dobriansky, *Washington Times*, 24 septembre 2004.

Dans son discours à l'ONU, **George W. Bush** a décrit le trafic d'humains comme « une forme d'esclavage moderne ». Ce problème touche environ 14500 à 17500 personnes par an aux États-Unis et 600 000 à 800 000 dans le monde. Généralement, ce trafic est basé sur des mensonges et des menaces. Il fournit sept milliards de dollars par an aux organisations criminelles. Avec le soutien unanime du Congrès, nous avons pris des mesures contre ce trafic grâce au *Trafficking Victims Protection Act* qui prévoit tous les quatre ans un rapport du **département d'État** sur la question. Dans le dernier rapport, 141 pays ont été étudiés et 42 sont placés sur une liste spéciale demandant une attention particulière. Dix pays sont des cas graves pouvant être sanctionné par une cessation des aides internationales. Parmi ces pays, quatre ont fourni des gages depuis la rédaction de ce rapport. Par contre, six ont échoué : la Birmanie, Cuba, la Guinée équatoriale, la Corée du Nord, le Soudan et le Venezuela. Les sanctions ne sont pas un objectif en soi, elle sont un moyen de changer la situation : le Bangladesh, l'Équateur, le Guyana et la Sierra Leone ont montré que c'était possible. Avec une diplomatie active, on peut combattre ce mal.

Jalal Ganjei

L'ayatollah Jalal Ganjei est un dissident iranien vivant à Paris. Il préside l'Association de défense de l'indépendance et de la démocratie en Iran (DAD), intégrée dans le Conseil national de la résistance d'Iran (c'est-à-dire les Moudjahidines du peuple), dont il préside la Commission sur la liberté religieuse.

« Deux islam dos-à-dos »

Source : Washington Times

Référence : « Two Islams face off », par Jalal Ganjei, *Washington Times*, 27 septembre 2004.

Pour m'être éloigné des objectifs des politiques de Khomeiny en Iran, j'ai été condamné à mort par contumace. Aujourd'hui, en Iran, certains exploitent la crise en Irak pour réaliser le rêve de Khomeiny : donner une permanence au régime mis en place à Téhéran et l'étendre à tout le monde musulman, comme le prévoit l'article 11 de la constitution iranienne. La réalisation de ce projet serait une catastrophe pour le monde civilisé et pour les musulmans dans le monde.

En effet, la révolution de Khomeiny a déclenché une guerre entre deux islam. Depuis, les mollahs ont été combattus par les musulmans tolérants et démocrates. Khomeiny a réalisé que l'islam tolérant était un obstacle pour sa branche de l'islam et il a violemment combattu le principal groupe d'opposition iranien, les **Moudjahidines du peuple**. La plupart des 120 000 personnes exécutées en Iran faisaient partie de cette organisation.

Les fondamentalistes iraniens veulent exporter leur modèle et l'Irak, avec sa forte population chiite est un objectif stratégique. Suite à la Guerre d'Irak, les

religieux ont vu une opportunité et l'Iran s'emploie sous la direction d'Ali Khamenei à faire basculer le pays. Pour cela, il utilise des associations caritatives et l'action de ses services de renseignement. La politique d'apaisement vis-à-vis de l'Iran ne fonctionne pas et elle est même dangereuse. Il faut affronter directement Téhéran.

Hadi Semati



Hadi Semati est professeur de droit à l'université de Téhéran et chercheur à la Carnegie Endowment for International Peace à Washington.

« La démocratie en marche arrière »

Source : Los Angeles Times

Référence : « Democracy in Retrograde », par Hadi Semati, *Los Angeles Times*, 24 septembre 2004.

L'administration Bush espérait que le changement de régime en Irak stimulerait les changements démocratiques au Moyen-Orient, mais on constate au contraire que les réformes dans la région sont en retrait. Cela est dû à l'antipathie pour les États-Unis qu'a engendrée l'invasion de l'Irak. Toute association, même lointaine avec les objectifs affichés de démocratisation promus par les États-Unis peut suffire à délégitimer un groupe.

C'est ainsi que Khatami a pu être neutralisé en Iran grâce à cet argument. Avec lui, c'est le mouvement de réforme le plus riche intellectuellement et le plus dynamique qui a été neutralisé. La violence et l'instabilité qui a accompagné la « démocratisation » de l'Irak a choqué la population iranienne et l'a fait douter de la pertinence des changements radicaux. Les Iraniens veulent un changement, mais un changement qui vient de l'intérieur. Les invasions d'Afghanistan et d'Irak ont donné aux conservateurs une opportunité parfaite de démobiliser la population sur ce thème et ce d'autant plus facilement que les États-Unis se montraient menaçants.

Il faut cesser de brocarder l'Iran et le laisser évoluer. C'est par la multiplication des échanges commerciaux et culturels que l'Iran changera. Les États-Unis ont commis une erreur tragique en renversant Mossadegh, il y a 51 ans. Il ne faut pas renouveler la même erreur en organisant une nouvelle politique de « changement de régime ».